

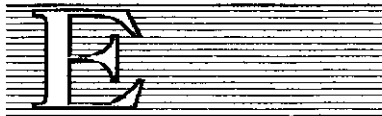
NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution des Projets
(MULPOC) de l'Afrique de l'Est**

**APERCU SUR LES PRINCIPALES
CARACTERISTIQUES DU MULPOC DE L'AFRIQUE
DE L'EST ET DES ILES DE L'OCEAN INDIEN**

**Mars 1997
ADDIS ABEBA (ETHIOPIE)**



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution des Projets
(MULPOC) de l'Afrique de l'Est**

**APERCU SUR LES PRINCIPALES
CARACTERISTIQUES DU MULPOC DE L'AFRIQUE
DE L'EST ET DES ILES DE L'OCEAN INDIEN**

**Mars 1997
ADDIS ABEBA (ETHIOPIE)**

SOMMAIRE

Pages

Liste des abréviations	ii
I. Introduction	1
II. Principales caractéristiques des Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien	2
III. Conclusions	20
Annexe I.:	
Liste des organisations intergouvernementales de la sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien et leurs Etats membres	24

LISTE DES ABREVIATIONS

1. ACTT/CN: Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord;
2. AGPAEA: Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe;
3. CEPGL: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs;
4. C.F.A.: Communauté Française d'Afrique,
5. COMESA: Common Market of Eastern and Southern Africa (Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe);
6. CEEAC: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale;
7. EGL: Communauté d'Energie des Grands Lacs;
8. EAC: Eastern African Cooperation (Coopération de l'Afrique de l'Est);
9. EA/SRDC: Eastern Africa Sub-Regional Development Centre (Centre Sous-régional pour le développement de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien);
10. ESAMRD: Eastern and Southern African Mineral Resources Development Centre (Centre de Développement des Ressources Minérales de l'Afrique de l'Est et Australe);
11. IGAD: Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement);
12. ILRI: International Livestock Research Institute (Institut International de Recherche sur l'Elevage);
13. IMO: International Maritime Organization

- (Organisation Maritime Internationale);
14. IOC: Indian Ocean Commission (Commission de l'Océan Indien);
15. MULPOC: Multinational Programming and Operational Centre (Centre Multinational de Programmation et d'Exécution des Projets);
16. IRAZ: Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique de la CEPGL;
17. OBK: Organisation du Bassin de la Kagera;
18. PIB: Produit Intérieur Brut;
19. RWATAKE: Organisation de Commercialisation du Pyrèthre du Rwanda, de la Tanzanie et du Kenya;
20. PRAPAC: Programme d'Amélioration de la Pomme de Terre en Afrique Centrale;
21. SADEC: Southern Africa Development Community (Communauté de Développement Sud-Africaine); et
22. TPC/EAC: Tripartite Permanent Commission for Eastern African Cooperation (Commission Tripartite Permanente pour la Coopération Est-Africaine).

I. INTRODUCTION

1. La sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien comprend quatorze pays, sept organisations intergouvernementales et une dizaine d'organismes spécialisés.

2. Parmi les organisations intergouvernementales dont la liste des Etats membres se trouve en Annexe I et les organismes spécialisés de la sous-région, figurent principalement l'Autorité de Coordination du Transport de Transit du Corridor Nord - ACTT/CN; la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs - CEPGL; le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe - COMESA; l'Organisation du Bassin de la Kagera - OBK; l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe - AGPAEA; la Coopération de l'Afrique de l'Est - EAC; Autorité Intergouvernementale de Développement - IGAD; la Commission de l'Océan Indien - COI; le Centre de Développement des Ressources Minérales de l'Afrique de l'Est et Australe - ESAMRD; l'Institut International de Recherche sur l'Elevage - ILRI; l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique de la CEPGL - IRAZ; la Société de l'Energie des Grands Lacs - EGEL; l'Organisation Maritime Internationale - IMO, l'Organisme de Commercialisation du Pyrèthre - RWATAKE regroupant le Rwanda, la Tanzanie et le Kenya; le Programme de Promotion de l'Amélioration de la Pomme de Terre - PRAPAC; l'Economic Research Consortium ainsi que le Eastern and Southern African Management Institute - ESAMI.

3. Les quatorze pays situés dans cette espace économique de la sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien sont membres de l'une ou l'autre organisation intergouvernementale ainsi que des Institutions sous-régionales spécialisées ci-dessus mentionnées. Ils participent en outre aux activités d'organismes régionaux et internationaux opérant dans

plusieurs secteurs dans cette sous-région. Il s'agit des pays ci-après: le Burundi, les Comores, le Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, le Madagascar, l'Ile Maurice, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, la Tanzanie et le Zaïre.

4. La sous-région de l'Afrique de l'Est, non compris les Iles de l'Océan Indien s'étend entre le 18^{ème} degré de latitude de Nord avec l'Erythrée située le plus au Nord, le 14^{ème} degré de latitude Sud avec le Zaïre situé le plus au Sud, le 12^{ème} degré de longitude Est avec le Zaïre situé le plus à l'Ouest ainsi que le 50^{ème} degré de longitude Est avec la Somalie située le plus à l'Est. Ainsi, cette sous-région qui constitue le MULPOC de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien qui s'étend entre les tropiques du Cancer (23°77' de latitude Nord) et du Capricorne (23°26' de latitude Sud) est inter-tropicale.

II. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DES ILES DE L'OCEAN INDIEN

■ Burundi

5. Le Burundi, pays montagneux avec une superficie de 27.834 km² est situé à 3.800 kms de la Méditerranée, à 3.500 Kms du Cap, à 2.200 Kms de l'Océan Atlantique et à 1.200 kms de l'Océan Indien. Il est délimité au Nord par le Rwanda, au Sud-Est par la Tanzanie et à l'Ouest par le Zaïre. Avec une population de 6,2 millions en 1994 dont plus de 52% sont constitués par des femmes, une densité moyenne de 223 habitants au km² et un taux de croissance démographique annuel de 3 %, le Burundi est un des pays les plus peuplés d'Afrique. 90,6% de sa population active en 1994 était agricole.

6. L'agriculture constitue l'une des importantes activités économiques nationales. Du point de vue ressources naturelles, le Burundi en dispose de très peu. Les ressources minérales identifiées incluent le nickel, les phosphates, le pétrole, le vanadium, l'or et les calcaires pour lesquels la rentabilité économique de leur exploitation n'a cependant pas encore été prouvée. Certaines de ces ressources minières sont cependant en exploitation. Pays enclavé, le Burundi est aussi vulnérable aux conditions d'accessibilité du point de vue transport avec les pays voisins. Malgré les progrès accomplis en ce domaine, les prix du transport sur le Corridor Nord menant sur l'océan indien restent élevés.

7. L'économie burundaise est donc largement dominée par une agriculture d'autosubsistance. En 1993 et 1995, son PIB aux prix du marché était respectivement de 263,0 et 308,3 Bufrs milliards (au 9 novembre 1996 Bufrs¹ 316,3=1 \$us) avec pour composition en 1993 l'agriculture pour 51,9%; les services avec 27,0%; l'industrie avec 21,1% et les services avec 27.0%. Actuellement ce pays connaît des conflits socio-politiques armés qui paralysent la plupart des activités socio-économiques nationales.

8. En 1992 la population active était estimée à 2.956.000 habitants dont 1.566.000 d'hommes et 1.390.000 de femmes, soit respectivement 50,86% de la population totale ainsi que 55,20 et 46,72 % de la population active. L'espérance de vie à la naissance en 1992 était de 50 ans; tandis que le taux de fertilité était de 6,8 à cette époque. Pour l'Année 1994, la population agricole était de 5.620.000 personnes, soit 90,51 % de la population totale; tandis que la population active totale était de 3.124.000 personnes, soit 50,3% de la population totale avec

¹ Bufrs = Francs burundais;

2.830.000 personnes dans l'agriculture, soit 90,6% de la population totale active.

9. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois le Burundi. Il s'agit de la CEPGL, du COMESA, de l'OBK et de l'ACTT/CN. Le Burundi est également membre de la CEEAC. Il abrite en outre les sièges de l'IRAZ à Gitega et de l'EGEL à Bujumbura.

■ Comores

10. La République Islamique des Comores est un Etat de l'Océan Indien situé au Nord-Ouest de Madagascar. Il comprend les Iles de Ngazidja(Ancienne Grande Comore), Moili (Ancien Mohéli) et Ndzouani (Ancien Anjouan). Sa superficie est de 1.900 km²; tandis que sa population était estimée en 1996 à 671.000 habitants. En 1994, la population totale active était évaluée à 264.000 personnes, soit 41,9 % de la population totale; tandis que la population active agricole était de 204.000 personnes, soit 77,2 % de la population active totale, la population agricole totale étant quant à elle de 487.000 personnes, soit 77,3 % de la population totale. En 1992, le taux de croissance démographique était de 3,2 %, le taux de fécondité total de 7,1 et l'espérance de vie à la naissance étant pour la même année de 55,4 ans. Le pourcentage de la population rurale par rapport à la population totale est de 71 %.

11. Au niveau des potentialités nationales l'on signalera la grande variété des produits artisanaux, mais dont les débouchés sont peu développés. Le commerce est entre les mains des privés, mais les prix des principaux produits de base sont contrôlés. Le Produit Intérieur Brut aux prix du marché était de 84,1 Cfr

milliards en 1995 et de 80,4 Cfr milliards en 1994 (Cfr² 381,6=1 \$US au 21 novembre 1996). La composition de ce PIB pour 1994 était de 36,9 % pour l'agriculture et la pêche; 11,3 % pour l'industrie; 3,9 % pour les constructions et 51,8 % pour les services. La production agricole nationale est surtout dominée par la vanille, le coprah et les huiles essentielles.

12. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois les Iles Comores. Il s'agit de la Commission de l'Océan Indien, de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe, ainsi que de la COMESA.

■ Djibouti

13. Le Djibouti est un pays désertique qui s'étend sur une superficie de 23.200 km². Il est délimité à l'Ouest et au Sud par l'Erythrée et l'Ethiopie, au Sud-Est par la Somalie et au Nord-Est par la mer Rouge. Avec une population de 566.000 habitants en 1994 dont la grande partie est citadine et une densité de 25 habitants/km², le Djibouti est considéré plutôt comme une Ville-Etat. Le taux annuel de croissance démographique de la population autochtone est de 3%. Durant la période 1980-1990, à cause de beaucoup de mouvements d'immigration en provenance des pays voisins, le taux annuel de croissance démographique total était estimé à 6.0%.

14. La France et le Fonds Monétaire International constituent les principaux donateurs de l'assistance au développement de ce pays. Le Port de Djibouti constitue la

² Cfr = Franc C.F.A.;

principale ressource pour les recettes nationales djiboutiennes. Son économie est principalement dominée par le secteur tertiaire des services avec surtout le port de Djibouti. En effet, son PIB de 46,87 millions US\$ en 1993 aux prix du marché, était composé par les services pour 76 %, l'industrie pour 21,2 % et l'agriculture pour 2,8 %.

15. En 1992 la population active était de 301.000 habitants dont 178.000 d'hommes et 123.000 de femmes, soit respectivement 47,63 % de la population totale ainsi que 56,32 et 39,09 % de la population active. L'espérance de vie à la naissance en 1992 était de 49 ans; tandis que le taux de fertilité était estimé à 6,5.

16. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois le Djibouti. Il s'agit de l'IGAD, du COMESA et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe. Le Djibouti abrite en outre le siège de l'IGAD à Djibouti.

■ Erythrée

17. L'Erythrée est délimitée au Nord et à l'Est par la Mer Rouge, au Sud-Est par le Djibouti, au Sud par l'Ethiopie et à l'Ouest par le Soudan. Elle s'étend sur une superficie de 125.000 km², tandis que sa population totale en 1994 était estimée à environ 3,5 millions d'habitants avec un taux annuel de croissance démographique variant de 2,7 à 3,0 %; 70 à 80 % de la population totale vivant en milieu rural, une densité de 28 habitants/km² et un taux d'alphabétisme des adultes de 20 % et de 10 à 15 % pour les femmes. La côte érythréenne, l'une des plus longues des pays de l'Afrique de l'Est après celle de la Somalie

mesure 1000 kms.

18. L'économie érythréenne repose sur les services. En 1992, le PIB aux coûts des facteurs était de 544 millions US\$. Au niveau de sa composition, le secteur des services vient en tête avec 42,5% suivi de l'industrie avec 29,2%; de l'agriculture avec 28,5% et des constructions avec 22.6% .

19. Pour la promotion de la femme, 21% des membres de l'Assemblée Nationale sont des femmes. 13% des nominations dans les ministères et 50% des membres de la Commission constitutionnelle sont également des femmes; tandis que 45% de la population estudiantine à l'école secondaire sont des filles. La femme érythréenne est également bien présente dans le secteur tertiaire. L'importance de la contribution de la femme dans le développement socio-économique et politique est bien reconnue par le Gouvernement si bien qu'il a pris des mesures pour accroître sa participation. Cette préoccupation est par ailleurs partagée par tous les Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien.

20. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois l'Erythrée. Il s'agit de l'IGAD, du COMESA et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe.

■ **Ethiopie**

21. L'Ethiopie est délimitée à l'Ouest par le Soudan, au Nord par l'Erythrée à l'Est par le Djibouti et la Somalie et au Sud par le Kenya. Sa superficie est de 1.221.900Km², tandis que sa population était estimée en 1994 à 54,1 millions d'habitants avec une densité de 45 habitants/km², un taux de croissance

démographique annuel de 3.1% et plus de 73% de population active dans l'agriculture.

22. L'économie éthiopienne reste dominée par l'agriculture. En 1992, 1993 et 1994, le PIB était respectivement de 24,0; 25,9 et 31,7 Birrs milliards au coût des facteurs, l'Erythrée incluse pour l'Année 1992 (au 24 novembre 1996 Birrs³ 6,41=1 \$US). Pour l'Année 1992, le PIB était constitué par l'agriculture et les forêts avec 54,3%; commerce, hôtels & restaurants avec 10,1%; les constructions avec 4,6%; l'administration publique et la défense avec 7,1% et les banques & assurances avec 6,2%.

23. La population active éthiopienne, y compris celle de l'Erythrée en 1992 était estimée à 20.320.000 d'habitants dont 12.761.000 d'hommes et 7.559.000 de femmes, soit respectivement 38,92% de la population totale ainsi que 48,96 et 28.85% de la population active. L'espérance de vie à la naissance en 1992 était de 47 ans; tandis que le taux de fertilité était de 6,8.

24. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois l'Ethiopie. Il s'agit de l'IGAD, du COMESA et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe.

■ Kenya

25. Le Kenya est délimité au Nord par l'Ethiopie et le Soudan, à l'Est par l'Ouganda et la Tanzanie (également au Sud-Ouest), au Sud-Est par l'Océan Indien et à l'Est par la Somalie. Il s'étend sur une superficie de 580.370 km²; tandis que sa

³ Birrs = Monnaie éthiopienne

population en 1994 était estimée à 27,34 millions d'habitants avec un taux annuel de croissance démographique de 3,4%; 75,2% de la population active dans l'agriculture et une densité de 47 habitants/km².

26. Les potentialités de développement du Kenya pour l'intégration du développement de la sous-région avec son industrie prospère, ses infrastructures de transport et de communications, son Port de Mombasa, et son industrie touristique bien développée sont énormes. De plus, plusieurs ressources minières existent, dont principalement l'or, l'argent, le zinc, des ressources géothermiques de quelques 2.2000 MW, le charbon, le diamant et le sable.

27. L'économie kenyane reste dominée par l'agriculture. En 1995, le PIB aux coûts des facteurs était estimé à 19.456 Ksh millions (au 24 janvier 1997 Ksh⁴ 54,80=1 \$US) dont 29,7% pour l'agriculture y compris les forêts et les pêches; 14,8% pour les services publics; 15,5% pour le commerce, y compris les restaurants et les hôtels; 11,1% pour les constructions; 7,8% pour les transports, le stockage et les communications et 21,1% pour le reste. Le port de Mombasa constitue pour ce pays un grand atout pour sa production économique.

28. En 1992, la population économiquement active était estimée à 10.633.000 d'habitants dont 6.463.000 d'hommes et 4.170.000 de femmes, soit respectivement 41,09% de la population totale ainsi que 49,88 et 32,22% de la population active. L'espérance de vie à la naissance en 1992 était estimée à 61 ans; tandis que le taux de fertilité pour la même année était estimé à 6,8. Pour l'Année 1994, la population agricole était de 20.562.000 personnes soit 75,20% de la population totale; tandis

⁴ Ksh = Shilling kenyan

que la population active totale était estimée à 11.372.000 personnes, soit 41,59% de la population totale avec 8.552.000 personnes occupées par l'agriculture, soit 75,20% de la population totale active.

29. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois le Kenya. Il s'agit du COMESA, de la Coopération de l'Afrique de l'Est, de l'IGAD, de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe et de l'ACTT/CN. Le Kenya abrite en outre les sièges de l'ACTT/CN à Mombasa, de l'ILRI à Naïrobi, de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe à Mombasa et de l'Economic Research Consortium à Naïrobi.

■ Madagascar

30. Le Madagascar est constitué par une grande île de l'Océan Indien séparée de l'Afrique continentale par le Canal de Mozambique. Sa superficie est de 587.000 km²; tandis que sa population en 1994 était estimée à 14.303.000 habitants. Pour la même année, la population totale active était de 5.894.000 personnes (soit environ 41,21 % de la population totale) dont 4.394.000 personnes actives, soit 74,5 % étaient dans le secteur agricole. La population totale agricole était de 10.662.000 personnes, soit 74,54 % de la population totale. En 1992, l'espérance de vie à la naissance pour les malgaches était de 54,9 ans; tandis que le taux de fécondité total était de 6.6 pour la même année 1992, le taux de croissance démographique était estimé quant à lui à 2.8 %.

31. Au niveau des ressources naturelles, le Madagascar dispose notamment du chromite, du titane, du quartz, des pierres précieuses et du fer au chrome. Le Produit Intérieur Brut aux prix

du marché était de 9.131 Mgfr milliards et 13.705 Mgfr milliards respectivement pour 1994 et 1995 (Mgfr⁵ 3.850=1 \$US au 6 septembre 1996). La composition de ce PIB pour 1994 était de 39,1 % pour l'agriculture; 13,3 % pour l'industrie et 47,5 pour les services.

32. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois le Madagascar. Il s'agit du COMESA, de la Commission de l'Océan Indien et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe.

■ Maurice

33. L'Ile Maurice est un Etat de l'Océan Indien situé à l'Ouest de Madagascar. Sa superficie est de 2.040 km²; tandis que sa population était de 1.104.000 habitants en 1994. Pour la même Année 1994, la population agricole était de 230.000 personnes, soit 20,8 % de la population totale. La population active était quant à elle de 438.000 personnes, soit 39,67 % de la population totale avec 91.000 personnes active agricoles, soit 20,8 % de la population totale active.

34. Le Produit Intérieur Brut aux coûts des facteurs était de 54,27 MRs millions et 60,00 MRs millions respectivement pour 1994 et 1995, cette donnée étant toutefois provisoire (MRs⁶ 20,33=1 \$US au 6 septembre 1996). La composition de ce PIB pour 1995 était de 9,4 % pour l'agriculture; 23,3 % pour les constructions; 12,9 % pour le commerce; 3,8 % pour les

⁵ Mgfr = Franc malgache

⁶ MRs = Roupie mauricienne

restaurants & Hôtels; 11,9 % pour les transports et communications; 16,1 % pour le services financiers et 10,7 % pour les services gouvernementaux. Le sucre constitue la principale production nationale.

35. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois l'Île Maurice. Il s'agit du COMESA, de la Commission de l'Océan Indien et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe. L'Île maurice abrite en outre le siège de la Commission de l'Océan Indien à Quatre Bornes.

■ Ouganda

36. L'Ouganda est délimité au Nord par le Soudan, à l'Est par le Kenya, au Sud par la Tanzanie et le Rwanda et à l'Ouest par le Zaïre. Elle s'étend sur une superficie de 235.880 km²; tandis que sa population était estimée en 1994 à 20,62 millions d'habitant avec une densité de 88 habitants/km², un taux annuel de croissance démographique de 3,7% et 78,5% de population active dans l'agriculture.

37. Le pays possède des terres abondantes et fertiles, des conditions climatiques favorables pour la production agro-sylvo-pastorale, un secteur industriel relativement bien développé ainsi qu'un système de transport efficient. Le secteur agricole est le fondement de l'économie nationale. De plus, les potentialités hydro-électriques sont énormes; tandis que les ressources minières comprennent principalement le cuivre, l'étain, l'or, le bismuth, le Wolfram, le colombo-tentalite, les phosphates, les calcaires et le béryl.

38. L'économie ougandaise reste dominée par l'agriculture. Son PIB de 5.521 NUS\$ milliards (au 8 novembre 1996 NUS\$⁷ 1.087,0=1 \$US) en 1995 au coût des facteurs était constitué par l'agriculture monétaire avec 25,4%; l'agriculture non-monétaire avec 20,2%; les services publics et de communautés avec 25,4%; le commerce avec 11,6%, les constructions avec 7,2%, les autres secteurs monétaires avec 13,8% et les autres secteurs non-monétaires avec 4,0%.

39. En 1992, la population économiquement active était estimée à 8.605.000 d'habitants dont 5.110.000 d'hommes et 3.495.000 de femmes, soit respectivement 42,45 % de la population totale ainsi que 50,8% et 34,25 % de la population active totale. L'espérance de vie à la naissance en 1992 était estimée à 53 ans; tandis que le taux de fertilité était de 7,3. Pour l'Année 1994, la population agricole était de 16.180.000 personnes soit 78,16% de la population totale; tandis que la population active totale était estimée à 8.860.000 personnes, soit 42,96% de la population totale avec 6.952.000 personnes occupées par l'agriculture, soit 78,46% de la population totale active.

40. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois l'Ouganda. Il s'agit du COMESA, de la Coopération de l'Afrique de l'Est, de l'OBK, de l'IGAD, de l'ACTT/CN et de l'Association des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe. L'Ouganda abrite également le siège du Secrétariat de l'Initiative Sous-Régionale d'Appui à la Promotion de la Femme à Kampala.

⁷ NUS\$ = Shilling ougandais

■ Rwanda

41. Le Rwanda, un pays montagneux tout comme ses voisins le Burundi pratiquement à tout point de vue est sans littoral et enclavé si bien que le port le plus proche et le plus utilisé pour ses échanges extérieurs qui est Mombasa au Kenya est à environ 1.700 Kms. Il est limité au Nord par l'Ouganda; au Sud par le Burundi, à l'Ouest par le Zaïre et à l'Est par la Tanzanie. Sa superficie est de 26.338 km²; tandis que la population était estimée en 1994 à 7,7 millions d'habitants dont plus de 51 % de femmes avec une densité moyenne de 294 habitants/km² et un taux de croissance démographique annuel de 3.6%.

42. La guerre des années 1990 - '94 qu'a connu ce pays a entraîné une déstabilisation par ailleurs encore présente des activités nationales socio-économiques et politiques suivie des massacres sans précédent de vies humaines innocentes, des déplacements massifs de populations à l'intérieur du pays et vers les pays limitrophes ainsi que des destructions massives d'infrastructures socio-économiques nationales.

43. L'agriculture commerciale est limitée par l'étroitesse des terres, les systèmes traditionnels culturels et d'occupation des terres ainsi que par des coûts élevés des facteurs de production. Le pays dispose de ressources naturelles fort limitées et son secteur minier comprenant essentiellement la cassitérite, le wolfram, la colombo-tantalite, le gaz méthane du lac Kivu d'une réserve d'environ 60 millions de m³ et l'or est en régression. Le secteur industriel à part certaines activités agro-industrielles, reste peu développé et peu diversifié. L'industrie touristique qui dispose de très bonnes potentialités est également en régression.

44. L'économie du pays fut dominée durant ces dernières années par l'agriculture. Cependant, depuis les

événements de la guerre et la chute des cours mondiaux du café, ce secteur prend de plus en plus un recul significatif. Son PIB aux prix du marché était en 1993 et 1995 respectivement de 208,9 et 323,7 RWfr milliards (au 8 novembre 1996 RWfr⁸ 323,85=1 \$US). Pour l'Année 1993, sa composition était de 40,5 % pour l'agriculture; 21,5 % pour l'industrie et 38,0 % pour les services.

45. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois le Rwanda. Il s'agit de la CEPGL, du COMESA, de l'OBK et de l'ACTT/CN. Le Rwanda est également membre de la CEEAC. Il abrite en outre les sièges de la CEPGL à Gisenyi et de l'OBK à Kigali.

■ Seychelles

46. Les Iles Seychelles constituent un Etat de l'Océan Indien situé au Nord-Est de Madagascar et constitué par un archipel granitique. Sa superficie est de 450 km²; tandis que sa population en 1994 était de 73.000 habitants. Le taux de croissance démographique en 1992 était évalué à 1.7 %; tandis que l'espérance de vie à la naissance pour la même Année était de 71,0 ans.

47. L'industrie touristique semble être une grande potentialité du pays. Le Produit Intérieur Brut aux prix du marché en 1995 était de 2.494 SRs millions (SRs⁹ 4,98=1 \$US au 6 septembre 1996). Sa composition était de 3,5 % pour l'agriculture et la pêche; 18,4 % pour l'industrie; 17.5 % pour le tourisme;

⁸ RWfr = Franc rwandais

⁹ SRs = Roupie des Seychelles

13,0 % pour les services gouvernementaux et 47,0 % pour les autres services.

48. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois les Iles Seychelles. Il s'agit de la Commission de l'Océan Indien, du COMESA, de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe.

■ Somalie

49. La Somalie est délimitée au Nord par la Mer Rouge, à l'Est et au Sud-Est par l'Océan Indien, à l'Ouest par le Kenya et l'Ethiopie et au Nord-Ouest par le Djibouti. Elle s'étend sur une superficie de 637.660 km²; tandis que sa population totale était estimée en 1994 à 9,07 millions d'habitants avec une densité de 15 habitants/km². Pour cette Année 1994, 67,8% de la population active étaient occupés dans l'agriculture; tandis que le taux annuel de croissance démographique était de 2.4%.

50. L'économie somalienne reste dominée par l'agriculture. Pour l'année 1990 son PIB de 66,87 millions US\$ aux prix du marché, était constitué par l'agriculture avec 65,5%; les services avec 25,8%; l'industrie avec 8,7% et les constructions avec 4,6%. Actuellement, ce pays est fort ravagé par des conflits socio-politiques armés qui désorganisent les activités socio-économiques nationales.

51. La population somalienne active en 1992 était estimée à 3.300.000 personnes dont 1.972.000 hommes et 1.328.000 femmes, soit respectivement 41,92% de la population totale ainsi que 52,24 et 33,18% de la population active. L'espérance de vie à la naissance pour cette même année était

estimée à 47 ans; tandis que le taux de fertilité était évalué à 6,6. Pour l'Année 1994, la population agricole était de 6.196.000 personnes soit 68,26% de la population totale; tandis que la population active totale était estimée à 3.315.000 personnes, soit 36,52% de la population totale avec 2.382.000 personnes occupées par l'agriculture, soit 67,80% de la population totale active.

52. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois la Somalie. Il s'agit de l'IGAD, du COMESA et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe.

■ Tanzanie

53. La Tanzanie est délimitée au Nord par le Kenya et l'Ouganda; à l'Ouest par le Rwanda; le Burundi, le Zaïre, la Zambie et le Malawi et au Sud par le Mozambique. Elle s'étend sur une superficie de 945.090 Km²; tandis que sa population totale était estimée en 1994 à 28,84 millions d'habitants avec un taux annuel de croissance démographique de 3,8%; 78,6% de population active dans l'agriculture et une densité de 31 habitants/km².

54. Des potentialités de développement national et sous-régional existent en Tanzanie. Il s'agit entre autre des potentialités agricoles, du Port de Dar-es-Salaam et des ressources minières. Pour les ressources minérales l'on y trouve l'or, l'étain, le diamant, le plomb, le mica et le sel.

55. L'économie tanzanienne reste dominée par l'agriculture. Pour les Années 1994 et 1995, son PIB était officiellement estimé respectivement à 1.823 et 2.396 TSh

milliards au coût des facteurs (au 17 janvier 1997, 597 TSh¹⁰ = 1 \$US). Pour l'Année 1994, le PIB est constitué par l'agriculture, y compris les forêts et les pêches avec 57,1%; les mines avec 1,3%; le Commerce & l'hôtellerie avec 15,3%; les transports et communications avec 6,5%; les constructions avec 7,6%; et les constructions et infrastructures avec 5,2%. Le Port de Dar-es-Salaam constitue également un grand atout pour la production économique de ce pays.

56. La population économiquement active en 1992 en République Unie de Tanzanie était estimée à 13.507.000 personnes dont 7.100.000 hommes et 6.407.000 femmes soit respectivement 45,86% de la population totale ainsi que 48,71 et 43,06% de la population active. L'espérance de vie à la naissance en 1992 était estimée à 55 ans; tandis que le taux de fertilité était quant à lui de 7,1. Pour l'Année 1994, la population agricole était de 22.211.000 personnes, soit 76,99% de la population totale; tandis que la population active totale était estimée à 13.852.000 personnes, soit 48,02% de la population totale avec 10.891.000 personnes occupées par l'agriculture, soit 78,60% de la population totale active.

57. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées sous-régionales couvrent à la fois la Tanzanie. Il s'agit de la Coopération de l'Afrique de l'Est, du COMESA, de l'OBK et de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Est et Australe. La Tanzanie est également membre de la SADEC. Elle abrite en outre les sièges de la Coopération de l'Afrique de l'Est à Arusha, du Centre de Développement des Ressources Minérales de l'Afrique de l'Est et Australe à Dar-es-Salaam et du Eastern and Southern African Management Institute à Arusha. La RWATAKE, Organisation intergouvernementale

¹⁰ TSh = Shilling tanzanien

spécialisée regroupant le Rwanda, la Tanzanie et le Kenya pour la commercialisation du pyrèthre a également son siège en Tanzanie.

■ Zaïre

58. Le Zaïre traversé par l'Equateur est limité à l'Ouest par l'Océan Atlantique et la République du Congo, au Nord par la République Centrafricaine et le Soudan, à l'Est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie et au Sud par la Zambie et l'Angola. La forêt qui occupe toute la cuvette centrale couvre environ 48% de la superficie totale du pays et est entourée de savanes arbustives d'abord et ensuite herbeuse. Avec sa superficie de 2.345.409 km²; sa population estimée en 1994 à 41.231.000 habitants, soit une densité moyenne de 19 habitants/km²; le Zaïre est l'un des pays africains les moins densément peuplés. En 1994, le pourcentage de la population active agricole était estimée à 63,6%; tandis que la population féminine est estimée à 50,8%. Le taux annuel de croissance démographique est de 3,2%.

59. L'économie zaïroise est largement tributaire des services, de l'industrie surtout minière et de l'agriculture. En 1994 et 1995, le PIB aux prix du marché était estimé respectivement à 1.835.000,0 et 11.779.000,0 NZ millions (au 31 janvier 1997, NZ¹¹ 150.876=1 \$US). Pour l'Année 1994, le PIB est constitué de 31,2% pour les services; 15,6% pour l'industrie; 53,42% pour l'agriculture et 5,5% pour les constructions. Les principales ressources minières sont le cuivre, le diamant, l'or, le cobalt, le zinc, l'étain, le cadmium, le charbon, le manganèse, le pyrochlore et le gaz méthane du Lac Kivu. Avec toutes ces ressources minérales, le Zaïre est à juste titre considéré comme un pays à scandale géologique. Le pays dispose aussi d'immenses

¹¹ NZ = Nouveau Zaïre

ressources agro-sylvo-pastorales et hydro-électriques susceptibles de contribuer significativement au développement socio-économique de la sous-région. Cependant, les conflits socio-politiques qui secouent ce pays en ce moment paralysent les activités socio-économiques nationales de développement et paralysent toute possibilité d'intégration sous-régionale.

60. En 1992, la population économiquement active dans ce pays était de 14.190.000 personnes dont 9.227.000 hommes et 4.963.000 femmes, soit respectivement 37,41% de la population totale ainsi que 49,12 et 25,90% de la population active. L'espérance de vie pour la même année était estimée à 54 ans; tandis que le taux de fertilité était de 6,1. Pour l'Année 1994, la population agricole était de 27.035.000 personnes soit 65,56% de la population totale; tandis que la population active totale était estimée à 14.902.000 personnes, soit 36,14% de la population totale avec 9.480.000 personnes occupées par l'agriculture, soit 63,60% de la population totale active.

61. Plusieurs organisations intergouvernementales et institutions spécialisées couvrent à la fois le Zaïre. Il s'agit de la CEPGL, du COMESA et de l'ACTT/CN. Le Zaïre est également membre de la CEEAC.

III. CONCLUSIONS

62. La sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien dispose de beaucoup de potentialités pour un développement socio-économique national tous azimuts au sein des Etats membres. Ces potentialités permettent également un grand essor du développement socio-économique de cette sous-région, ceci dans le cadre de l'intégration sous-régionale préconisée par le Traité d'Abuja qui crée la Communauté Economique Africaine. Il s'agit principalement des ressources agro-sylvo-pastorales; des

ressources minières; des ressources énergétiques, y compris l'énergie géothermique et celle hydro-électrique; des ressources humaines; de l'industrie en général et de l'industrie touristique en particulier ainsi que des infrastructures de transports et de communications.

63. Cependant, plusieurs contraintes limitent actuellement le développement socio-économique dans cette sous-région. Des catastrophes naturelles, qu'il s'agisse des cyclones, de la sécheresse ou encore des pluies diluviennes, ne cessent de s'abattre sur cette sous-région. Des conflits socio-politiques le plus souvent armés dans la Corne de l'Afrique surtout en Somalie, au Burundi, au Zaïre et entre les frontières de certains pays de la sous-région sont monnaie courante. Ces conflits sont à l'origine de plusieurs milliers de personnes déplacées et réfugiées ainsi qu'une forte désorganisation des activités socio-économiques nationales de production. Le développement des activités d'intégration socio-économique sous-régionale est également fortement handicapés par ces conflits. La population de la sous-région, principal facteur de développement socio-économique de toute nation ou sous-région reste en majorité rurale, faiblement scolarisée et peu qualifiée à l'activité de production socio-économique.

64. De plus, plusieurs organisations intergouvernementales sous-régionales appelées souvent à mener des activités identiques couvrent à la fois plusieurs pays. Il n'est pas rare de trouver des pays de la sous-région qui appartiennent à plus de quatre organisations intergouvernementales opérant dans la sous-région. Cette situation constitue souvent une source de conflits, de doubles emplois ainsi que de pertes d'efforts et de ressources humaines et financières pouvant être utilisés de façon plus efficace et plus efficiente dans des programmes de développement socio-économique national et sous-régional.

65. Les principales conséquences de la désorganisation des activités socio-économiques nationales des pays de la sous-région issues des contraintes ci-dessus évoquées sont un alourdissement de l'endettement public et même privé, une faiblesse de l'absorption de l'aide extérieure disponible, ainsi que la réduction sinon le retrait de l'aide internationale pour ne citer que celles-là. La répercussion au niveau sous-régional est très énorme étant donné que si les économies nationales ne sont pas prospères, l'intégration socio-économique sous-régionale ne peut pas se réaliser.

66. L'intégration socio-économique de la sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien est conditionnée par un développement socio-économique tous azimuts des pays de cette sous-région. Elle exige en outre beaucoup de préalables. Une paix, une sécurité et une démocratie transparentes et durables dans certains pays de la sous-région sont indispensables d'une part pour la relance des activités socio-économiques et d'autre part pour le regain de la confiance des partenaires, donateurs et investisseurs de la sous-région. Une bonne gouvernance des ressources humaines de la sous-région et des effets néfastes des conflits socio-politiques et des catastrophes naturelles sévissant dans la sous-région devraient constituer une des principales priorités parmi les nombreuses préoccupations des dirigeants des pays de la sous-région.

68. Consciente de cette problématique, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, a programmé à travers ses services techniques et administratifs et plus particulièrement à travers le MULPOC de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien d'apporter une assistance nécessaire et durable dans la recherche et la mise en oeuvre de solutions durables susceptibles à la fois de promouvoir un développement socio-économique des pays de la sous-région et une intégration socio-économique sous-régionale. L'assistance de la Commission

sera accordée en étroite collaboration et coopération avec les pays bénéficiaires ainsi qu'avec tous les partenaires impliqués dans les activités de développement socio-économique dans la sous-région.

Annexe I. Liste des organisations intergouvernementales de la sous-région de l'Afrique de l'Est et des Iles de l'Océan Indien et leurs Etats membres; et

1. Autorité de coordination du Transport de Transit du Corridor Nord - ACTT/NC:
 - * Burundi; * Kenya; * Ouganda;
 - * Rwanda; * Zaïre.

2. Communauté Economique des Pays des Grands Lac - CEPGL:
 - * Burundi; * Rwanda; * Zaïre.

3. Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe - COMESA:
 - * Burundi; * Comores; * Djibouti;
 - * Ethiopie; * Kenya * Lesotho;
 - * Malawi; * Maurice; * Angola;
 - * Rwanda; * Somalie; * Swaziland;
 - * Tanzanie; * Ouganda; * Zambie;
 - * Zimbabwe; * Zaïre; * Mozambique;
 - * Namibie; * Botwana; * Madagascar;
 - * Seychelles.

4. Coopération de l'Afrique de l'Est -EAC:
 - * Kenya; * Tanzanie * Ouganda.

5. Autorité Intergouvernementale de Développement - IGAD:

- | | | |
|-------------|-------------|-------------|
| * Djibouti; | * Erythrée; | * Ethiopie; |
| * Kenya; | * Ouganda; | * Somalie. |

6. Commission de l'Océan Indien - COI:

- | | | |
|---------------|------------|---|
| * Madagascar; | * Maurice; | * |
| Seychelles; | | |
| * Comores; | * Réunion. | |

7. Organisation du bassin de la Kagera - OBK:

- | | | |
|-------------|------------|-----------|
| * Burundi; | * Ouganda; | * Rwanda; |
| * Tanzanie. | | |
